



Manifestation à Sao Paulo, au Brésil, le 31 octobre dernier, pour réclamer justice pour les victimes d'un raid policier massif qui a fait au moins 117 morts parmi les suspects et quatre parmi les policiers. © AFP

bond qui a suivi a toutefois été brutal : de 50.000 hectares cultivés à l'époque, on est passé à plus de 250.000 aujourd'hui. Durant ces années, la fragmentation des groupes criminels a été constante, tout comme leur diversification. « Aujourd'hui, ils passent de la coca à l'exploitation illégale de l'or en fonction des prix », affirme Daniel Mejía, docteur en économie à l'Université Brown et ancien directeur du Centre d'études sur la sécurité et les drogues de l'Université des Andes.

Mejía, à l'instar de Bergman, alerte sur le danger extrême que représentent des situations comme celles de la Colombie, du Mexique, de certaines régions du Brésil ou de l'Equateur, où les taux de criminalité violente atteignent des niveaux vertigineux. « L'expansion des groupes criminels en Amérique latine ne vise plus seulement à contrôler le marché de la drogue ou l'exploitation minière : ils évoluent vers une logique de gouvernance criminelle », explique-t-il. « Lorsqu'on atteint des situations comme celle du Mexique (30.000 meurtres par an, hausse des extorsions, pillage des mines et des forêts, vol de carburant), l'activité criminelle est devenue si diversifiée, avec une multitude d'acteurs, que la capacité de dissuasion de l'Etat finit par disparaître », ajoute Bergman.

Réponse radicale et solutions miracles

Un matin de fin octobre, les habitants d'une favela de Rio de Janeiro sont partis fouiller les bois à la recherche des corps de leurs proches, tués quelques heures plus tôt par des policiers de l'Etat. Les journalistes ont décrit des scènes insoutenables : des dizaines de corps alignés, mutilés, recouverts de bâches de fortune. Le nombre exact de victimes n'a jamais été clairement établi, mais les estimations les plus prudentes évoquent 121 morts. A une époque où le président des Etats-Unis qualifie l'assassinat d'un journaliste de « chose qui arrive », la réaction du gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro, Claudio Castro, s'est inscrite dans une logique similaire : selon lui, l'opération constitue un succès puisque 78 des victimes présentaient de lourds antécédents judiciaires. Contrairement aux attentes, les sondages réalisés dans les jours suivants ont soutenu l'intervention et les déclarations du gouverneur. Ce massacre, le plus meurtrier de l'histoire du pays, reflète une tendance observable à l'échelle continentale : le désespoir de la population face à l'insécurité et à la violence, et la recherche de solutions miracles. A la manière de Nayib Bukele au Salvador, qui a brutalement mis fin à la criminalité il y a quelques années – après l'échec de négociations avec les gangs – en démantelant l'Etat de droit. Cette demande de réponses radicales s'exprime au Mexique ou en Equateur, mais aussi dans des pays où le taux de criminalité violente est beaucoup plus faible, comme le Chili dont le taux d'homicides – environ six pour 100.000 habitants – reste bas à l'échelle régionale, bien qu'il ait doublé en dix ans.

« En Amérique latine, il y a toujours eu une demande de “réponses musclées”, un concept fourre-tout qui inclut de nombreuses mesures », explique Angélica Durán. Les exemples ne manquent pas. « On observe une tendance », poursuit-elle : « Lorsque les crimes graves et l'impunité deviennent visibles, la demande pour ces politiques augmente. Et même si elles ne sont pas efficaces, il est plus facile pour les Etats d'y recourir, car elles donnent l'impression que quelque chose est fait à court

terme. » A l'heure où les populismes gagnent du terrain dans la région, la tentation de proposer des solutions miracle est de plus en plus forte. Tous les experts consultés mettent pourtant en garde contre le même écueil : le modèle salvadorien de Bukele n'est pas reproductible. « Ils ont pu le faire parce qu'il s'agit d'un petit pays qui a très rapidement pris le contrôle des gangs », explique Bergman. Tenter une approche similaire dans des pays de dix, quinze ou vingt millions d'habitants impliquerait d'incarcérer plus de 100.000 personnes. Au Mexique, cela représenterait un million et demi de détenus ; au Brésil, plus de deux millions.

Efficace sur le plan médiatique – quel aspirant autocrate ne rêverait pas de construire des prisons gigantesques pour y entasser des centaines de milliers de criminels présumés ? –, cette idée pourrait toutefois s'avérer contre-productive. Bergman souligne qu'au cours des deux ou trois dernières décennies, la population carcérale d'Amérique latine a pratiquement doublé sans que la criminalité ne recule. Pour deux raisons : d'une part, les maillons arrêtés de la chaîne criminelle sont aisément remplaçables ; d'autre part, les prisons, loin de réhabiliter, fonctionnent comme des écoles du crime, préparant les détenus à revenir plus aguerris.

Que faire alors ? Mejía avance une piste. En 2016, il est devenu le premier secrétaire à la Sécurité de Bogotá au moment où un important foyer criminel se constituait en plein centre-ville. « Il s'agissait de cinq pâtés de maisons, à proximité des tribunaux et de la mairie, où la police n'osait même plus entrer », raconte l'expert. « Et notre principe était simple : il ne pouvait pas y avoir de zones de non-droit. » Mejía a alors infiltré des agents, coordonné six mois de renseignement, puis lancé une opération d'envergure. « Nous avons déployé 2.500 policiers, appuyés par l'armée, chargés de sécuriser les périmètres », précise-t-il. « Il ne s'agissait pas d'utiliser la force de manière excessive, mais d'éviter au contraire d'y recourir : mobiliser tant de monde que l'idée même de riposter ne leur viendrait pas à l'esprit. » Le pari a tenu. Il n'y a eu ni fusillade ni mort. En quelques minutes, la police a investi plus de 140 établissements où se vendait de la drogue, entre autres activités. La leçon semble évidente : renseignement, préparation et déploiement massif sont indispensables pour empêcher les criminels de riposter. « Utiliser la force sans renseignement conduit à multiplier les erreurs », avertit Mejía.

« La criminalité ne disparaîtra pas, mais il faut chercher à la limiter », plaide Cecilia Farfán. Une ambition plus complexe qu'il n'y paraît. Difficile de freiner la criminalité lorsque pendant des décennies, les gouvernements se sont contentés de réagir. A cela s'ajoute un autre obstacle majeur : « En Amérique latine », explique Angélica Durán, « les Etats disposent généralement d'un pouvoir très fragmenté et font face à de nombreux groupes criminels, ce qui rend toute politique extrêmement complexe. S'y ajoutent parfois des liens entre certains groupes et des segments du pouvoir politique. » Sur le plan culturel, la bataille est tout aussi ardue. Les mots « gouvernement » et « politique » ont perdu une grande partie de leur pouvoir d'attraction.

La criminalité n'est plus seulement un choix dicté par la nécessité, mais aussi par la vengeance. « Il y a comme une déception généralisée : la voie légale – l'éducation, le travail – n'offre pas de réponses », analyse Bergman. « Et ainsi, ces voies nihilistes, contestataires et violentes gagnent du terrain. Aujourd'hui, l'attrait majeur semble être de se procurer une arme, de faire le mal, de venger une enfance terrible. Faute d'alternatives crédibles, de plus en plus de personnes basculent vers la criminalité. »



Des détenus au centre de détention Manabi N4, connu sous le nom de prison El Rodeo, à Portoviejo en Equateur, le 5 juin 2024. © AFP

tection, à mesure que la concurrence s'intensifiait et que les anciens réseaux déclinaient. Parallèlement, les nouveaux groupes criminels se sont diversifiés, par l'extorsion et bien d'autres activités. Pour tenter de les démanteler, les gouvernements colombien, mexicain et brésilien ont multiplié les arrestations. Mais, dans les faits, les organisations se sont fragmentées et ont poursuivi leurs activités sous de nouveaux noms. La demande de drogue, elle, est restée stable ou a augmenté.

Aujourd'hui, cette logique dépasse les pays producteurs traditionnels. Elle s'étend, avec des conséquences dramatiques, à des pays de transit comme l'Equateur, où le taux d'homicides est passé de moins de 8 pour 100.000 habitants en 2020 à plus de 45 en 2023, ainsi qu'à plusieurs Etats des Caraïbes. Il n'y a pas si longtemps, l'Equateur, charnière entre la Colombie et le Pérou, se présentait – non sans raison – comme une oasis de tranquillité dans le sous-continent, surtout en comparaison avec son voisin colombien. En l'espace de cinq ans, il est devenu l'une des principales plaques tournantes sud-américaines de la cocaïne, au même titre que le Costa Rica, les réseaux criminels exploitant son statut de premier exportateur mondial de bananes pour acheminer la drogue vers l'Europe.

Premier producteur mondial de cocaïne, la Colombie constitue un cas emblématique, illustrant l'ensemble du cycle. Après la chute des cartels de Medellín et de Cali dans les années 90, les groupes ayant hérité du trafic de drogue ont modifié leur stratégie : plutôt que de l'acheminer jusqu'au Mexique, ils ont commencé à la vendre à la frontière. Les profits étaient moindres, mais les problèmes aussi. Dans le même temps, les Nations unies ont enregistré une baisse continue de la production de feuilles de coca et de cocaïne jusqu'en 2013. Le re-

données officielles, la réponse reste incertaine. En tout état de cause, il est peu probable que ces opérations aient un effet sur la demande. « Malgré des décennies d'efforts pour l'endiguer, la cocaïne a atteint aujourd'hui son plus haut niveau de demande », assure Angélica

Durán, professeure à l'Université du Massachusetts et autrice de plusieurs études et ouvrages sur la violence et les marchés illégaux.

La boucle est bouclée. Jadis moins violents, les marchés de la drogue ont fini par générer une demande accrue de pro-